



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le jeudi 16 avril 2015 — N° 76

Neuf heures quarante-cinq

Président de l'Assemblée nationale :
M. Jacques Chagnon

QUÉBEC

Partie 1

AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- La députée de Crémazie sur le sujet suivant : *Journée mondiale de l'hémophilie.*
- Le député de Berthier sur le sujet suivant : *Hommage à Gilles Côté, défenseur de l'environnement.*
- Le député de Papineau sur le sujet suivant : *Hommage à M. Elliot Carrière.*
- Le député de Granby sur le sujet suivant : *Gala Génération Avenir.*
- Le député de Maskinongé sur le sujet suivant : *Souligner le 55^e anniversaire du Club Richelieu de Louiseville.*
- Le député de Matane-Matapédia sur le sujet suivant : *35 ans pour CFVM, la station radio Rouge FM de La Matapédia.*
- La députée d'Anjou–Louis-Riel sur le sujet suivant : *Souligner l'implication remarquable de M. Frédéric Dyotte au sein du Fonds d'aide aux enfants du camp Mariste et dans divers projets.*
- Le député de Louis-Hébert sur le sujet suivant : *Hommage à Laurie-Maude Brousseau pour son acte de bravoure.*
- Le député de Laurier-Dorion sur le sujet suivant : *Destruction par incendie de l'église grecque orthodoxe Koimisis Tis Theotokou.*
- Le député de Rosemont sur le sujet suivant : *20^e anniversaire de la Société de développement Angus.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS a) documents
 b) rapports de commissions
 c) pétitions

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

**INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE
PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL**

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2

AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

- 1) Conformément aux articles 275 et 276 du Règlement, poursuite du débat sur la motion du ministre des Finances proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement,

Et sur les motions formulant un grief présentées par :

Le député de Rousseau :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral pour avoir présenté un budget sans avoir pris en compte les conséquences qu'il aurait sur la population québécoise.

Le député de Granby :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral pour son manque d'ambition économique et pour avoir brisé sa promesse électorale de créer 250 000 emplois pendant la durée du présent mandat.

Le député de La Peltrie :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral pour ne pas avoir de plan afin de combler le déficit anticipé causé par l'écart à résorber de 853 millions de dollars aux dépenses de programmes.

La députée de Gouin :

QUE l'Assemblée nationale du Québec blâme sévèrement le gouvernement libéral pour son budget 2015-2016 qui met en péril les services publics par des compressions budgétaires historiques dans les réseaux de la santé et de l'éducation, qui contribuera à dégrader la qualité de ces services publics offerts à la population du Québec et qui programme l'appauvrissement des 530 000 employé(e)s y œuvrant en enlevant toute marge de manœuvre au président du Conseil du trésor pour négocier de bonne foi les conditions de travail des travailleuses et des travailleurs des secteurs public et parapublic.

Le député de Marie-Victorin :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral pour avoir présenté un budget démontrant que le Plan Nord n'est qu'un plan sans aucun investissement substantiel prévu.

Le député de Terrebonne:

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral pour avoir présenté un budget qui continue le saccage de la politique familiale du Québec.

Le député de Lévis :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral pour une autre promesse électorale brisée concernant l'abolition complète de la taxe santé au cours du présent mandat.

Le député de Jonquière :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral pour avoir présenté un budget qui coupe de 7,5 % le financement du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques pour 2015-2016.

La députée de Vachon :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral pour avoir présenté un budget confirmant l'ingérence du gouvernement dans la gestion de la Caisse de dépôt et de placement du Québec mettant ainsi à risque sa cote de crédit.

La députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques :

QUE l'Assemblée nationale du Québec blâme sévèrement le gouvernement libéral pour ses politiques d'austérité budgétaire qui freineront l'économie de toutes les régions du Québec, ne soutiendront pas les secteurs d'avenir, maintiendront l'économie du Québec dans un vieux modèle et empêcheront la transition vers une économie digne du 21^e siècle plus respectueuse de l'environnement et des principes du développement durable.

Le député de Groulx :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral pour une autre promesse électorale brisée concernant la pseudo-stratégie maritime farfelue sans véritable stratégie et très loin de ce qui avait été promis à la population lors de la dernière campagne électorale.

Le député de Saint-Jean :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral pour avoir présenté un budget confirmant le désintérêt de ce gouvernement vis-à-vis la jeunesse québécoise.

Le député de Masson :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral pour son inaction face à l'écart de richesse qui s'accroît entre le Québec et les autres provinces et états nord-américains.

La députée de Pointe-aux-Trembles :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral pour avoir présenté un budget qui coupe de manière éhontée le financement en matière d'éducation.

La députée de Taillon :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral pour avoir présenté un budget qui ne règle rien vis-à-vis le désespoir des Québécois quant à l'accès à leur système de santé.

Le député de Rimouski :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral pour avoir présenté un budget qui coupe 26 millions de dollars dans l'aide aux personnes et aux familles.

Le député de Berthier :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral pour avoir présenté un budget qui cumule des coupes de 151 millions de dollars dans le financement de La Financière agricole.

La députée d'Hochelaga-Maisonneuve :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral pour avoir présenté un budget réduisant substantiellement le nombre d'unités de logement du programme Accès-Logis.

Le député de Sanguinet :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral pour avoir présenté un budget qui perpétue l'austérité libéralo-caquiste pour une nouvelle année.

Le député de Mercier :

QUE l'Assemblée nationale du Québec blâme sévèrement le gouvernement libéral pour son budget 2015-2016 qui appauvrira la grande majorité des Québécoises et des Québécois, entre autres par l'imposition de tarifs et le report de l'abolition de la contribution santé, et dont les orientations budgétaires privent l'État québécois des moyens nécessaires au financement des services publics et des programmes sociaux, en refusant notamment d'imposer une taxe sur le capital des banques et d'instaurer des mesures vigoureuses pour réduire le coût des médicaments.

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

2) Projet de loi n° 13*

Loi donnant suite au discours sur le budget du 4 juin 2014 et à certaines autres mesures fiscales

Présenté par le ministre des Finances le **4 décembre 2014**

*** Recommandation du lieutenant-gouverneur**

- 3) **Projet de loi n° 20**
Loi édictant la Loi favorisant l'accès aux services de médecine de famille et de médecine spécialisée et modifiant diverses dispositions législatives en matière de procréation assistée
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le 28 novembre 2014
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 26 mars 2015
Reprise du débat, ajourné au nom de la députée de Taillon le **15 avril 2015**, sur la motion de scission du député de Lévis. Cette motion se lit comme suit:
QU'en vertu de l'article 241 du Règlement de l'Assemblée nationale, le projet de loi n° 20, Loi édictant la Loi favorisant l'accès aux services de médecine de famille et de médecine spécialisée et modifiant diverses dispositions législatives en matière de procréation assistée, soit scindé en deux projets de loi : Un premier intitulé Loi édictant la Loi favorisant l'accès aux services de médecine de famille et de médecine spécialisée, comprenant l'article 1, et l'article 24 à l'exception des paragraphes 3° et 4°; Un second intitulé Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière de procréation assistée, comprenant les articles 2 à 23, et l'article 24 à l'exception des paragraphes 1° et 2°.
- 4) **Projet de loi n° 27**
Loi sur l'optimisation des services de garde éducatifs à l'enfance subventionnés
Présenté par la ministre de la Famille le 26 novembre 2014
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le **10 février 2015**
- 5) **Projet de loi n° 37**
Loi confirmant l'assujettissement des projets de cimenterie et de terminal maritime sur le territoire de la Municipalité de Port-Daniel-Gascons au seul régime d'autorisation de l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement
Présenté par le ministre de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations le 19 février 2015
Reprise du débat ajourné au nom de la députée de Repentigny le **25 mars 2015**

- 6) Projet de loi n° 38
Loi visant à permettre la réalisation d'infrastructures par la Caisse de dépôt et placement du Québec
Présenté par le ministre des Finances le **18 mars 2015**
- 7) Projet de loi n° 42
Loi regroupant la Commission de l'équité salariale, la Commission des normes du travail et la Commission de la santé et de la sécurité du travail et instituant le Tribunal administratif du travail
Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le **15 avril 2015**

Étude détaillée en commission

- 8) Projet de loi n° 28
Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 4 juin 2014 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2015-2016
Présenté par le ministre des Finances le 26 novembre 2014
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 12 février 2015
Principe adopté le **18 mars 2015**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

- 9) Projet de loi n° 32
Loi modifiant la Loi concernant des mesures de compensation pour la réalisation de projets affectant un milieu humide ou hydrique afin d'en prolonger l'application
Présenté par le ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, le 25 février 2015
Rapport de la Commission des transports et de l'environnement (consultations) déposé le 25 mars 2015
Principe adopté le 26 mars 2015
Rapport de la Commission des transports et de l'environnement adopté le **15 avril 2015**

- 10)** Projet de loi n° 33
Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires
Présenté par la ministre de la Justice le 17 février 2015
Principe adopté le 18 mars 2015
Rapport de la Commission des institutions adopté le **14 avril 2015**

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

- 11)** Projet de loi n° 190
Loi modifiant le Code civil afin de protéger les droits des locataires aînés
Présenté par la députée de Gouin le 27 mai 2014
Reprise du débat ajourné le **5 juin 2014**
- 12)** Projet de loi n° 192
Loi modifiant la Loi concernant la lutte contre la corruption en matière de protection des dénonciateurs
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **23 septembre 2014**
- 13)** Projet de loi n° 193
Loi encadrant les transactions et le recyclage des métaux ferreux et non ferreux
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **21 octobre 2014**
- 14)** Projet de loi n° 194
Loi favorisant l'inclusion de logements sociaux ou abordables pour les nouveaux projets de construction
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **2 octobre 2014**
- 15)** Projet de loi n° 195
Loi modifiant la Loi sur les compétences municipales afin de permettre aux municipalités régionales de comté d'exécuter certains travaux sans délai
Présenté par le député de Nicolet-Bécancour le **25 septembre 2014**
- 16)** Projet de loi n° 196
Loi modifiant la Loi sur le Protecteur du citoyen
Présenté par le député de Deux-Montagnes le **1^{er} octobre 2014**

- 17) Projet de loi n° 197
Loi visant à réduire les coûts d'approvisionnement en médicaments au Québec
Présenté par le député de Mercier le **17 février 2015**
- 18) Projet de loi n° 390
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin d'affirmer la primauté de la compétence du Québec en cette matière
Présenté par le député de Jonquière le **3 décembre 2014**
- 19) Projet de loi n° 392
Loi sur les véhicules automobiles à zéro émission de gaz à effet de serre
Présenté par la députée de Vachon le **15 avril 2015**
- 20) Projet de loi n° 393
Loi encadrant la nomination de certains titulaires d'emplois supérieurs et uniformisant certains aspects de la nomination des juges et décideurs administratifs
Présenté par le député de Deux-Montagnes le **4 décembre 2014**
- 21) Projet de loi n° 394
Loi modifiant la Loi sur la police quant à la délivrance de constats d'infraction
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **12 février 2015**
- 22) Projet de loi n° 395
Loi sur l'observateur de l'intégrisme religieux
Présenté par la députée de Taschereau le **11 février 2015**
- 23) Projet de loi n° 396
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Granby le **19 février 2015**
- 24) Projet de loi n° 397
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Rousseau le **26 février 2015**
- 25) Projet de loi n° 398
Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale
Présenté par le député de Verchères le **18 mars 2015**

26) Projet de loi n° 399

Loi visant à exclure les pensions alimentaires pour enfants du calcul des revenus dans diverses lois à caractère social

Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **18 mars 2015**

27) Projet de loi n° 490

Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale quant à l'allocation de transition

Présenté par le député de Deux-Montagnes le **18 mars 2015**

Étude détaillée en commission

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

28) Projet de loi n° 204

Loi concernant la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel

Présenté par la députée de Saint-Hyacinthe le **13 novembre 2014**, et

Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

29) 25 mars 2015

Motion de la ministre des Relations internationales et de la Francophonie :

QUE, conformément à l'article 22.3 de la Loi sur le ministère des Relations internationales, l'Assemblée nationale approuve l'Entente en matière de sécurité sociale entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la Roumanie, signée à Québec, le 19 novembre 2013.

Selon l'article 22.3 de la Loi sur le ministère des Relations internationales, cette motion ne peut être débattue avant le 4 avril 2015.

30) 14 avril 2015

Motion de la ministre des Relations internationales et de la Francophonie :

QUE, conformément à l'article 22.3 de la Loi sur le ministère des Relations internationales, l'Assemblée nationale approuve la Convention n° 138 sur l'âge minimum à l'emploi de l'Organisation internationale du Travail.

Selon l'article 22.3 de la Loi sur le ministère des Relations internationales, cette motion ne peut être débattue avant le 24 avril 2015.

V. Crédits budgétaires

31) Crédits budgétaires pour l'année financière se terminant le 31 mars 2016 déposés par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor le 26 mars 2015 et renvoyés pour étude aux commissions permanentes le **31 mars 2015**.

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

*Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission
peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée*

COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Enquête découlant de la motion présentée par la leader de l'opposition officielle et députée de Taschereau en vertu des articles 315 à 321 du Règlement.

COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Mandat réglementaire

- Étude des rapports annuels sur l'application de la Loi sur l'administration publique.
- Audition du Vérificateur général sur son rapport annuel de gestion.
- Audition sur le chapitre 3 du rapport du Vérificateur général du printemps 2014 portant sur l'acquisition de biens et de services.
- Audition portant sur la gestion administrative de la Régie des alcools, des courses et des jeux.
- Audition portant sur la gestion administrative du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport.
- Audition portant sur la gestion administrative du ministère de la Santé et des Services sociaux.

**COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES
RESSOURCES NATURELLES**

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Audition de la Commission de protection du territoire agricole du Québec sur sa gestion administrative, ses activités et ses orientations.

Mandat d'initiative

- Analyse du phénomène d'accaparement des terres agricoles.

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 204**, Loi concernant la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel (mandat confié le 13 novembre 2014).

Mandat conféré par une loi

- Étude des rapports de mise en œuvre de la Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale.

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Mandat conféré par une loi

- Audition des dirigeants des établissements d'enseignement de niveau universitaire.

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion administrative de la Société de développement des entreprises culturelles.

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 28**, Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 4 juin 2014 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2015-2016 (mandat confié le 18 mars 2015).

Mandat réglementaire

- Poursuite du débat sur le discours du budget.

Interpellation :

- De député de Mercier au ministre des Finances sur le sujet suivant : *Les mesures à prendre pour corriger les injustices fiscales subies par les contribuables en raison des privilèges accordés au 1 % des plus fortunés* (avis donné le 2 avril 2015).

Mandat d'initiative

- Le phénomène du recours aux paradis fiscaux.

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandat de l'Assemblée

Consultation générale :

- Document intitulé *Orientations gouvernementales pour un gouvernement plus transparent, dans le respect du droit à la vie privée et la protection des renseignements personnels* (mandat confié le 25 mars 2015).

Consultations particulières :

- Projet de règlement relatif au Règlement sur le changement de nom et d'autres qualités de l'état civil pour les personnes transsexuelles ou transgenres (mandat confié le 14 avril 2015).

Mandat réglementaire

- Audition du Directeur général des élections du Québec.

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion du Comité consultatif du Fonds central de soutien à la réinsertion sociale.
- Examen des orientations, des activités et de la gestion des 18 Fonds de soutien à la réinsertion sociale des établissements de détention du Québec.
- Examen des orientations, des activités et de la gestion du Commissaire à la lutte contre la corruption.

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandat conféré par une loi

- Étude des rapports annuels 2013-2014 des agences de la santé et des services sociaux suivantes : Abitibi-Témiscamingue, Bas-Saint-Laurent, Capitale-Nationale, Chaudière-Appalaches, Côte-Nord, Estrie, Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, Lanaudière, Laurentides, Laval, Mauricie et Centre-du-Québec, Montérégie, Montréal, Outaouais, Saguenay-Lac-Saint-Jean, et du Conseil Cri de la santé et des services sociaux de la Baie James et de la Régie régionale de la santé et des services sociaux Nunavik (déféré le 7 octobre 2014).
- Étude du rapport annuel de gestion 2013-2014 du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James (déféré le 9 octobre 2014).

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion des agences de la santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue, de la Côte-Nord, de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, du Saguenay-Lac-Saint-Jean et du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James.

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Mandat conféré par une loi

- Étude du rapport de la Société de l'assurance automobile du Québec sur l'encadrement de la publicité automobile.
- Étude du rapport d'évaluation 2013 – Cinémomètres photographiques et systèmes photographiques de contrôle de circulation aux feux rouges.

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Audition de la Société de l'assurance automobile du Québec sur sa gestion administrative, ses activités et ses orientations.

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

*Les [questions déjà inscrites](#) paraissent
au Feuilleton du mercredi*

- 60) Mme Lavallée (Repentigny) – **16 avril 2015**
À la ministre de la Famille

Selon un recensement effectué par un membre de mon personnel, l'automne dernier, nous avons dénombré 119 places vacantes se retrouvant dans les garderies privées non subventionnées de mon comté. Ces garderies peinent actuellement à combler leurs places vacantes et se retrouvent dans une situation financière précaire. Une de ces garderies de 42 places affiche d'ailleurs toujours 41 places vacantes.

Or, le 1^{er} avril dernier, nous apprenions par voie de communiqué la construction d'une nouvelle installation du centre de la petite enfance (CPE) Les petits doigts, à Repentigny. Cette deuxième installation comptera 32 nouvelles places à contribution réduite pour les familles de cette municipalité. Vous comprendrez que ces nouvelles places prévues en CPE auront un effet néfaste sur les garderies privées non subventionnées de mon comté puisque nous sommes actuellement en surplus de places.

Dans son rapport de vérification sur l'optimisation des ressources publié à l'automne 2011, le Vérificateur général émettait certaines recommandations dont la suivante :

- « Dans son processus d'attribution des places à contribution réduite :
- préciser et quantifier adéquatement les besoins et les priorités au regard du réseau des services de garde, les rendre publics et évaluer dans quelle mesure les places développées y répondent; [...]

Le Vérificateur relate certaines lacunes dans le même rapport et mentionne : « Lorsqu'il a estimé ses besoins relativement aux places à contribution réduite, le ministère n'a pas évalué le nombre de places requises pour répondre à ses priorités et à celles des régions de même que leur localisation sur le territoire. Il aurait été nécessaire que le ministère effectue une meilleure évaluation et une meilleure répartition de ces places pour qu'il puisse optimiser par la suite l'appel des projets et d'attribution de places [...] Encore une fois, le nombre de places à attribuer pour répondre à ces priorités n'a généralement pas été quantifié ni localisé dans une municipalité précise. »

Nous déplorons le manque d'évaluation de places requises et disponibles pour chaque ville ou région du Québec. Il apparaît que le ministère continue d'opérer à vue, sans instruments, lorsqu'il attribue de nouvelles places. Nous espérons que les impacts de telles décisions soient considérés et évalués avant l'annonce de nouvelles places en garderies.

Est-ce que l'annonce de 32 nouvelles places en CPE à Repentigny résulte d'une promesse faite par le précédent gouvernement, ou d'une décision rendue par l'actuel gouvernement?

Est-ce que la ministre est consciente que ces nouvelles places en CPE viendront faire compétition aux entrepreneur(e)s de ma région qui actuellement n'arrivent pas à combler leurs places?

Dans un contexte de rigueur budgétaire comment justifier la construction de nouvelles places en CPE dans des secteurs où les besoins pourraient être facilement comblés par des garderies privées non subventionnées? A-t-on vraiment les moyens d'agir ainsi en tenant compte des conclusions et recommandations du rapport du Vérificateur général?

- 61) Mme D'Amours (Mirabel) – **16 avril 2015**
Au ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

Lors du mandat d'initiative concernant le phénomène de l'accaparement des terres, dans le cadre de la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles, la majorité des intervenants nous ont communiqué un message clair. La main gauche ne parle pas à la main droite. Les données nécessaires, afin de dresser un portrait réel de la situation, sont disponibles dans un bon nombre d'organisations. L'interprétation de ces informations et la capacité d'avoir un portrait clair et complet sont ainsi largement hypothéquées. Dans un souci de transparence et d'efficacité afin d'obtenir rapidement un portrait réel de la situation sur la question de l'accaparement des terres agricoles au Québec, une meilleure collaboration entre les différents organismes (ex : registre foncier, CPTAQ, Financière agricole) est nécessaire et primordiale.

Comment et quand le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation va-t-il s'engager à donner une directive claire afin de rassembler toutes les informations actuellement disponibles au sein des différentes organisations? Le ministre peut-il expliquer comment il va assurer une meilleure compréhension du milieu agricole et faciliter l'accès à l'information? Comment va-t-il favoriser une plus grande collaboration entre les différentes plateformes du MAPAQ dans la transmission de l'information?

Partie 6

PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

Projets de loi publics au nom des députés

Projets de loi d'intérêt privé

II. NOUVEAUX PRÉAVIS